



#IEE60

CARTE BLANCHE

Réflexion collective '60 ans en 6000 signes' dans le cadre du soixantième anniversaire de l'IEE-ULB

En 2024, l'Institut d'études européennes de l'ULB (IEE-ULB) a soixante ans ! Pour scander cette année anniversaire et très « européenne », il convie ses membres à réfléchir à des questions fondatrices de l'intégration européenne en 1964 et toujours d'actualité en 2024. Dans une forme courte et accessible, nos chercheurs proposent un portrait en mosaïque de l'Europe, entre continuités et mutations. Les auteurs sont libres de leurs propos qui ne représentent pas une position officielle de l'IEE-ULB.

A la recherche de l'Europe sociale oubliée

Nicolas Verschueren

Associate Professor in Contemporary History, Director of Mondes Modernes & Contemporains, ULB.

La question de l'Europe sociale, expression nébuleuse s'il en est, est à l'agenda des débats européens depuis les origines de la construction européenne. Cette carte blanche vise à mettre en lumière les premiers projets de politique sociale, les esquisses d'une Europe sociale oubliée. L'histoire des échecs de l'Europe sociale révèle la nature des premières institutions européennes et leurs incapacités à être un véritable terrain fertile pour de politiques sociales européennes ambitieuses. En regardant l'échec d'un statut européen du mineur, c'est toute les ambiguïtés d'un projet européen qui oscille entre solidarité et compétition entre citoyens et travailleurs européens.

The question of Social Europe, a persistent blurry expression, has been on the agenda of European debates since the origins of European Integration. This carte blanche aims to highlight first social policy projects, the blueprint of a forgotten Social Europe. The history of the failures of this Social Europe reveals the nature of the first European institutions and their inability to be truly fertile ground for ambitious European social policies. Looking at the failure of a European status for mineworkers, we are able to observe the ambiguities of a European project which oscillates between solidarity and competition among European citizens and workers.

Le 4 juillet 1964, une vingtaine de milliers d'ouvriers mineurs se réunissent à Dortmund pour revendiquer la création d'une Europe sociale. Pour la première fois, une manifestation européenne rassemblant des citoyens des six états membres s'organise pour que la communauté européenne devienne un acteur institutionnel capable de mettre en place une véritable politique sociale. Ambitieuses dans les intentions de solidarité et d'amélioration des conditions d'existence, les premières institutions européennes sont désarmées dans le registre social. La nébuleuse expression « Europe sociale » posait ses premiers jalons. Mirage ou oxymore, cette idée d'un espace européen de solidarité avait néanmoins porté les élans de nombreux militants européens depuis 1944.

Bien entendu, il est possible de voir dans les politiques européennes de reconversion industrielle, de développement économique régional et surtout dans la politique agricole commune, des formes de solidarité européenne, des esquisses d'un rééquilibrage des effets du marché commun. Néanmoins, ces initiatives font pâle figure à côté de la consolidation des Etats-providences ou de la force du dialogue social dans certains pays européens.

Cet appel des ouvriers mineurs en 1964 sonne dès lors comme un signal d'un monde du travail qui ne souscrit pas à une vision libérale intégrée dans les négociations du marché commun en 1957. A la question de savoir si la Communauté européenne devait s'engager dans de véritables politiques sociales, il avait été répondu que la croissance économique initiée par le fonctionnement du marché commun suffirait à améliorer les conditions de vie et de travail. Une belle pelletée de terre jetée sur les espoirs ou les illusions d'une communauté sociale européenne.



Au-delà de ce constat qui suscite débat, mentionner cette manifestation européenne de 1964 permet de nous replonger dans des échecs, des voies non empruntées, des projets non réalisés. En effet, l'histoire de la construction européenne reste principalement perçue comme un processus linéaire, fait de crises et de relances, une histoire diplomatique voire bureaucratique. Or, les rêves d'Europe furent multiples, les projets nombreux et les potentielles histoires alternatives plurielles.

Comprendre les échecs et étudier les plans non aboutis sont finalement tout autant pertinents à examiner que d'en conter les réussites et les aboutissements. Depuis les années trente, des dizaines de projets européens et d'organisations européennes ont été mis en chantier pour unir et pacifier le vieux continent. Il n'y a pas que les petits pas de Monnet.

Parmi ceux-ci, un mouvement a été quelque peu oublié, rangé parmi les multiples utopies d'après-guerre : la création d'un mouvement socialiste pour les Etats-Unis d'Europe. Ce mouvement s'est construit après 1945 autour de résistants et de personnalités situées à gauche des partis socialistes nationaux à l'instar de Marcel Pivert, Henri Frenay ou encore Raymond Rifflet et Robert Wangermée. Outre l'originalité d'un projet alternatif d'intégration européenne, ce mouvement fut un des rares groupements européistes à pointer l'incohérence d'une unification européenne sans décolonisation. La libération de l'Europe devait passer par la libération des peuples colonisés pour former un Commonwealth socialiste. Son instigation britannique par quelques socialistes indépendants proche de George Orwell constitue une autre originalité dans la mesure où l'histoire de la construction européenne a longtemps été contée du point de vue des pères fondateurs et de leurs thuriféraires, conduisant à passer sous silence, voire à effacer, les potentialités alternatives.

Se présentant comme une troisième voie entre le capitalisme américain et le communisme moscovite, l'objectif politique du mouvement était de parvenir à un fédéralisme européen intégrant des entités fédérées devant réduire l'omnipotence de l'Etat souverain. Proudhon n'est pas loin. Se voulant non-alignés dans un climat de début de guerre froide s'intensifiant rapidement avec la guerre de Corée, ils prônaient une unification européenne qui ne se ferait pas dans une certaine continuité avec le Plan Marshall ou l'Union de paiement européenne.

Pour lutter contre un Etat centralisateur oppresseur ou un système capitalisme aliénant, ces militants voyaient dans la démocratie économique une étape indispensable à la réalisation d'une constitution véritablement démocratique. Du contrôle ouvrier à l'autogestion, du dialogue social à la directive Vredeling, cette question de la démocratie économique poursuivra les états européens et les institutions européennes pendant plus d'un demi-siècle par la suite.

Avant que l'expression d'Europe sociale ne fasse florès, l'on parlait surtout d'Europe des travailleurs, l'utopie portait sur une Europe fédérale composée d'entités nationales elles-mêmes fédérales. L'état centralisateur devait être réduit à la portion congrue aux bénéficiaires des structures fédérées, une forme de fédéralisme intégral. Outre ces considérations constitutionnelles, ce groupe participa à l'impulsion d'une construction européenne comme espace de solidarité mais était aussi l'expression d'une inquiétude face à une Europe qui deviendrait un lieu de compétition entre les travailleurs. Ils plaidaient pour la constitution d'un salaire minimum européen qui devait être automatiquement tiré vers le haut. Par ailleurs, ils plaidaient déjà pour une double citoyenneté nationale et européenne permettant aux réfugiés politiques européens de trouver asiles dans les Etats démocratiques.



Malgré l'enthousiasme des débuts, le mouvement s'essouffla rapidement en raison notamment de leur minorisation dans les espaces nationaux ou européens mais également par l'ouverture du marché commun qui semblait être un adieu aux illusions d'une Europe sinon socialiste du moins sociale.

Entre l'émergence de ce mouvement socialiste et la manifestation des mineurs, vingt années se sont écoulées. Entre 1944 et 1964, l'aspiration à une Union européenne qui symboliserait la protection des travailleurs a persisté pour finalement s'étioler. Cet appel du 4 juillet 1964 n'est certes pas le chant du cygne d'une ambitieuse politique sociale européenne, mais il est sans conteste le terminus d'une génération espérant une harmonisation sociale impulsée non pas par le marché mais par les politiques européennes.

